

Textes applicables en septembre 2026

Date entrée en vigueur	Texte	Domaines	Conditions d'entrée en vigueur	Publics concernés
01/09/2026	Arrêté du 25 juin 2026 relatif aux modalités d'établissement de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	Environnement	Le présent arrêté est applicable aux mesures, dispositifs d'autosurveillance et campagnes de mesures effectués ou mis en œuvre à compter du 1 ^{er} septembre 2026.	Personnes exploitant une installation qui relève d'une des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670 ou 4713, qui sont redevables de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
01/09/2026	Décret n° 2026-545 du 25 juin 2026 relatif à la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	Environnement	Le présent décret est applicable aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées rejetées à compter du 1 ^{er} septembre 2026. Pour l'année 2026, l'atteinte du seuil d'autosurveillance est appréciée à partir des données des campagnes de mesures effectuées entre 2022 et 2025. Lorsque ce seuil est atteint, l'obligation d'autosurveillance	Personnes redevables de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

			s'applique à compter du 1 ^{er} septembre 2026. La base imposable déterminée par les autres redevables pour 2026 est égale à quatre douzièmes des quantités annuelles résultant d'une campagne de mesures effectuée entre 2022 et 2025 ou, à défaut, en 2026.	
01/09/2026	Décret n° 2026-448 du 3 juin 2026 harmonisant les dispositions applicables aux accès précoces et aux accès compassionnels	Santé	Le texte entre en vigueur le 1 ^{er} septembre 2026.	Professionnels de santé, laboratoires pharmaceutiques, Haute Autorité de santé, Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.
01/09/2026	Arrêté du 29 mai 2026 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie, l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie	Economie	les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux opérations engagées à compter du 1 ^{er} septembre 2026.	bénéficiaires et demandeurs dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.
01/09/2026	Décret n° 2026-14 du 14 janvier 2026 simplifiant et sécurisant des	Tourisme	Le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication, à	Propriétaires et exploitants d'hébergements touristiques

	dispositions du code du tourisme relatives à la définition et au classement de certains hébergements touristiques marchands		l'exception des b des 1°, 2°, 4°, 5°, 8° et 10° de l'article 1er qui entrent en vigueur le 1er septembre 2026.	marchands, Atout France, organismes évaluateurs accrédités pour délivrer des certificats de visite dans le cadre des procédures de classement des hébergements touristiques marchands, communes mentionnées au I de l'article L. 2333-26 du code général des collectivités territoriales, clients des hébergements touristiques marchands.
01/09/2026	Décret n° 2026-96 du 16 février 2026 portant réforme de l'injonction de payer et diverses dispositions relatives aux procédures mises en œuvre par les commissaires de justice et au code de commerce	Justice	Le décret entre en vigueur le 1er avril 2026. Les dispositions relatives à la réforme des injonctions de payer sont applicables aux ordonnances rendues à compter du 1er septembre 2026. Les dispositions relatives au recueil du consentement à la signification électroniques entrent également en vigueur à la date du 1er septembre 2026.	Magistrats, directeurs des services de greffe judiciaires, greffiers, greffiers des tribunaux de commerce et des tribunaux judiciaires statuant en matière commerciale, avocats, commissaires de justice, particuliers, personnes physiques et morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, personne morales non immatriculées, usagers et agents de la direction générale des finances publiques.
01/09/2026	Décret n° 2025-304 du 1er avril 2025 relatif aux autorisations de création, d'extension et de transformation des établissements d'accueil de jeunes	Affaires sociales	Le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions de l'article 2 du décret qui entrent en vigueur le 1er septembre 2026.	Gestionnaires et professionnels d'établissements d'accueil du jeune enfant, conseils départementaux, autorités organisatrices de l'accueil

	enfants et à l'accueil dans les micro-crèches			du jeune enfant, caisses d'allocations familiales.
01/09/2026	Arrêté du 25 juin 2026 pris pour l'application de l'article 1613 bis du code général des impôts relatif à la taxe dite « prémix »	Finances et budget	Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2026.	Les entreprises qui détiennent, produisent, stockent transforment, expédient ou reçoivent des boissons alcooliques.
01/09/2026	Arrêté du 25 juin 2026 relatif aux modalités d'établissement de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	Environnement	Le présent arrêté est applicable aux mesures, dispositifs d'autosurveillance et campagnes de mesures effectués ou mis en œuvre à compter du 1 ^{er} septembre 2026.	Personnes exploitant une installation qui relève d'une des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670 ou 4713, qui sont redevables de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.
01/09/2026	Décret n° 2026-545 du 25 juin 2026 relatif à la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	Environnement	Le présent décret est applicable aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées rejetées à compter du 1 ^{er} septembre 2026. Pour l'année 2026, l'atteinte du seuil d'autosurveillance est appréciée à partir des données des campagnes de mesures effectuées entre 2022 et	Personnes redevables de la redevance pour pollution de l'eau par des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

			2025. Lorsque ce seuil est atteint, l'obligation d'autosurveillance s'applique à compter du 1 ^{er} septembre 2026. La base imposable déterminée par les autres redevables pour 2026 est égale à quatre douzièmes des quantités annuelles résultant d'une campagne de mesures effectuée entre 2022 et 2025 ou, à défaut, en 2026.	
01/09/2026	<u>Décret n° 2026-448 du 3 juin 2026 harmonisant les dispositions applicables aux accès précoces et aux accès compassionnels</u>	Santé	Le texte entre en vigueur le 1 ^{er} septembre 2026.	Professionnels de santé, laboratoires pharmaceutiques, Haute Autorité de santé, Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.
02/09/2026	<u>Arrêté du 26 mai 2026 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages</u>	Santé	Le présent arrêté entre en vigueur trois mois après sa publication au Journal officiel de la République française.	Organismes chargés du mesurage des niveaux d'empoussièrement et du contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante, entreprises et travailleurs en charge de travaux exposant ou susceptibles d'exposer aux fibres d'amiante, comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout organisme d'accréditation équivalent, institut national de recherche et de sécurité (INRS).

02/09/2026	<u>Arrêté du 26 mai 2026 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages</u>	Travail, emploi, formation professionnelle	Le présent arrêté entre en vigueur trois mois après sa publication au Journal officiel de la République française.	Organismes chargés du mesurage des niveaux d'empoussièrement et du contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante, entreprises et travailleurs en charge de travaux exposant ou susceptibles d'exposer aux fibres d'amiante, comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout organisme d'accréditation équivalent, institut national de recherche et de sécurité (INRS).
07/09/2026	<u>Décret n° 2025-907 du 6 septembre 2025 pris pour application des articles 236 et 237 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et portant diverses dispositions relatives à la continuité territoriale</u>	Finances budget et	Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication au Journal officiel, à l'exception des dispositions de l'article 17 qui entrent en vigueur un an après la publication du présent décret au Journal officiel.	Résidents des outre-mer, entreprises ultramarines et personnes s'engageant dans une démarche d'installation professionnelle outre-mer.
18/09/2026	<u>Décret n° 2026-194 du 18 mars 2026 relatif aux modalités de déclaration au fichier national des chèques irréguliers</u>	Finances budget et	Le décret entre en vigueur six mois après sa publication.	Banque de France, établissements de crédit.
26/09/2026	<u>Décret n° 2026-209 du 24 mars 2026 portant modification de certaines dispositions du code de la santé</u>	Santé	Le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des 2° et 3° de l'article	Patients, personnes physiques ou morales responsables de traitements de données de santé à caractère

	publique relatives à l'hébergement de données de santé à caractère personnel		1er qui entrent en vigueur dans un délai de six mois suivant la date de cette publication.	personnel, prestataires qui concourent à la fourniture d'un service d'hébergement de données de santé à caractère personnel, organismes de certification.
--	--	--	--	---

Décrets importants parus en juillet et août 2026 :

- Interdiction du démarchage téléphonique : [décret du 23 juillet 2026](#) relatif aux modalités de recueil, de conservation et de retrait du consentement du consommateur à des fins de prospection commerciale par voie téléphonique
- Prorogation et ajustements du crédit d'impôt industrie verte sont entrés en vigueur : [Décret](#) 2026-763 du 9-8-2026
- Publication du décret sur la valeur locative de certains très grands magasins de produits agricoles : [Décret](#) 2026-804 du 20-8-2026
- Publication du décret actant la création du Conseil national de la commande publique (CNCP) : [Décret](#) 2026-780 du 14 -08- 2026
- Publication sur la facturation électronique : un décret et un arrêté complètent le dispositif réglementaire : [Décret](#) 2026-677 du 27-7-2026
+ [Arrêté](#) du 27-7-2026